ANNEXE 1: CAHIER DES CHARGES

1 - Le cadrage juridique

- Décret n°2016-1164 du 26 août 2016 relatif aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (article D 312-155-0-1 du code de l'action sociale et des familles).
- Instruction N°DGCS/SD3A/DREES/DMSI/2019/180 du 19 juillet 2019 relative à l'enregistrement sur le FINESS des dispositifs spécifiques de prise en charge et d'accompagnement adapté des personnes âgées atteintes de maladies neuro-dégénératives et de leurs proches aidants (PASA, UHR, PFR et ESA).
- Recommandation ANESM: L'accompagnement des personnes atteintes d'une maladie d'Alzheimer ou apparentée en établissement médico-social - février 2009.
- Recommandations ANESM : Maladie d'Alzheimer et maladies apparentées : prise en charge des troubles du comportement perturbateurs - Haute Autorité de Santé - mai 2009.
- Recommandation ANESM : « L'accueil et l'accompagnement des personnes atteintes d'une maladie neurodégénérative en pôle d'activités et de soins adaptés et en unité d'hébergement renforcé » - octobre 2016
- Haute autorité de santé : « Guide du parcours de soins des patients présentant un trouble neurocognitif associé à la maladie d'Alzheimer ou à une maladie apparentée – Mai 2018
- Haute autorité de santé : « Guide du parcours de soins : Maladie de Parkinson » - septembre 2016.
- Instruction n° SG/Pôle Santé-ARS/2021/174 du 29 juillet 2021 relative à la définition des modalités de pilotage de la feuille de route maladies neuro-dégénératives 2021/22-2024.

2 Le contexte régional et national :

Le pôle d'activités et de soins adaptés propose durant la journée des activités individuelles ou collectives qui concourent au maintien ou la réhabilitation des capacités fonctionnelles restantes et des fonctions cognitives, à la mobilisation des fonctions sensorielles ainsi qu'au maintien du lien social des résidents. Un programme d'activités est élaboré par l'équipe pluridisciplinaire.

La feuille de route Maladies Neurodégénératives prévoit la poursuite du déploiement des pôles d'activités et de soins adaptés (PASA) au sein des EHPAD, leur ouverture aux MND présentant des besoins de même nature et l'inscription de cette offre au sein d'une filière de soins et d'accompagnement de droit commun (mesure 6).

Le décret sur les EHPAD du 26 août 2016 a clarifié les attendus exigibles en termes d'organisation et de fonctionnement.

La Martinique compte actuellement 9 PASA (1 au François, 2 au Lamentin –2 à Schœlcher – 2 à Fort de France – 1 à Rivière Salée et 1 au Gros Morne)

C'est dans ce cadre que s'inscrit cet appel à candidatures qui vise à renforcer la capacité d'accueil dans des unités dédiées des personnes atteintes de maladies neurodégénératives qui est prégnante sur le territoire.

3 Les éléments de cadrage du projet :

3-1 La population cible :

Le PASA accueille des personnes âgées :

- Ayant des troubles du comportement modérés consécutifs particulièrement d'une maladie neurodégénérative associée à un syndrome démentiel, qui altèrent néanmoins la qualité de vie de la personne et des autres résidents,
- provenant en priorité de l'EHPAD,
- dont l'évaluation et le bilan des symptômes auront été réalisés à l'aide du Mini Mental State Examination (MMSE), du NPI-ES (Inventaire Neuropsychiatrique, version Equipe Soignante) et en cas d'agitation, de l'échelle d'agitation de Cohen-Mansfield (CMAI).

Le candidat devra présenter une file active visant un public plus large que les résidents atteints de la maladie d'Alzheimer et/ou de maladies apparentées. L'adaptation de l'accompagnement à de nouveaux publics MND (la maladie d'Alzheimer et les maladies apparentées, la maladie de Parkinson et la sclérose en plaques, la maladie de Huntington, les maladies du motoneurone, les ataxies spinocérébelleuses et les maladies à prions.) doit être recherchée dans le projet présenté.

3-2 Le territoire d'implantation :

L'appel à candidatures vise le développement de 6 pôles supplémentaires de 14 places sur le territoire de la Martinique.

3-3 Le portage du PASA :

Le projet de PASA devra être proposé par un EHPAD (établissement géographique). Le pôle peut ne pas être organisé sur un lieu unique. En outre, l'établissement qui ne dispose pas de la surface nécessaire peut créer un PASA en dehors de l'établissement. Dans ce cas, le pôle bénéficie à au moins deux établissements, dont l'un est titulaire de l'autorisation. Une convention de coopération est signée entre les gestionnaires des établissements et transmise à l'ARS.

3-4 Le délai de mise en œuvre du projet :

Le projet devra être mis en œuvre en 2022.

4- Les caractéristiques d'organisation et de fonctionnement du PASA :

Le projet présenté doit répondre aux attendus de l'article Art. D. 312-155-0-1.-I du décret n° 2016-1164 du 26 août 2016 relatif aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.

Il devra également répondre aux recommandations de bonnes pratiques de l'ANESM publiées en juin 2017.

Pour mémoire, l'article D. 312-155-0-1.-I du décret n° 2016-1164 du 26 août 2016 mentionne :
Le pôle d'activités et de soins adaptés, autorisé au sein de l'établissement pour personnes âgées dépendantes ou le cas échéant en dehors de celui-ci, accueille en priorité les résidents de cet établissement

ayant des troubles du comportement modérés consécutifs particulièrement d'une maladie neuro-dégénérative associée à un syndrome démentiel, qui altèrent néanmoins la qualité de vie de la personne et des autres résidents.

« II.- Le pôle d'activités et de soins adaptés propose durant la journée des activités individuelles ou collectives qui concourent au maintien ou à la réhabilitation des capacités fonctionnelles restantes et des fonctions cognitives, à la mobilisation des fonctions sensorielles ainsi qu'au maintien du lien social des résidents. Un programme d'activités est élaboré par un ergothérapeute ou un psychomotricien, sous la responsabilité du médecin coordonnateur.

« Le pôle élabore un projet spécifique qui prévoit ses modalités de fonctionnement, notamment en ce qui concerne :

« 1° Les horaires et jours d'accueil du pôle ;

« 2° Les activités thérapeutiques individuelles et collectives ;

« 3° Les modalités d'accompagnement et de soins appropriés ;

« 4° L'accompagnement personnalisé intégrant le rôle des proches-aidants ;

« 5° Les transmissions d'informations entre les équipes soignantes de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et du pôle ;

« 6° L'organisation du déplacement des résidents entre leur unité d'hébergement et le pôle d'activités et de soins adaptés ;

« 7° L'organisation du déjeuner et des collations.

« III. Les principales techniques relatives à la prise en charge des troubles du comportement et au suivi de la pathologie et de l'apparition de nouveaux symptômes, qui concourent à la mise en œuvre du projet d'accompagnement et de soins, font l'objet a minima d'un protocole qui est suivi et évalué.

« IV. L'équipe du pôle d'activités et de soins adaptés est composée :

« 1° D'un psychomotricien ou d'ergothérapeute ;

« 2° D'un assistant de soins en gérontologie ;

« 3° D'un psychologue pour les résidents et les aidants.

« L'ensemble du personnel intervenant dans le pôle est spécifiquement formé à la prise en charge des maladies neuro-dégénératives.

« V.- L'environnement architectural, support du projet de soins et d'activités adaptés, vise à créer pour les résidents un environnement confortable, rassurant et stimulant et à offrir des lieux de vie sociale pour le groupe, permettant d'y accueillir les familles.

« Le pôle d'activités et de soins adaptés est facilement accessible depuis les unités de vie de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et comprend notamment une ouverture sur l'extérieur par un prolongement sur un jardin ou sur une terrasse clos et sécurisé, librement accessible aux résidents.

« Le pôle peut ne pas être organisé sur un lieu unique. En outre, l'établissement qui ne dispose pas de la surface nécessaire peut créer un pôle d'activités et de soins adaptés en dehors de l'établissement. Dans ce cas, le pôle bénéficie à au moins deux établissements, dont l'un est titulaire de l'autorisation. Une convention de coopération est signée entre les gestionnaires des établissements et transmise à l'agence régionale de santé territorialement compétente ».

Les locaux adaptés doivent être immédiatement mobilisables pour une ouverture effective du PASA en 2022.

5- Le financement du PASA :

Le forfait du PASA est de 81 030 euros annuel.

Les crédits accordés permettent le financement des postes créés pour le PASA à l'exception du temps de psychologue qui émerge sur la section dépendance pour laquelle il n'y aura pas de financement complémentaire. En effet, cette activité sera intégrée dans la dotation globale pour la dépendance.

En soutien du projet, une aide à l'investissement (PAI) et crédit d'accompagnement devront être sollicités dans le cadre du budget prévisionnel sollicité. Les locaux doivent être disponibles et mobilisables dans le respect du calendrier de mise en œuvre mentionné au présent cahier des charges.

6-Les modalités d'autorisation :

A l'issue de l'instruction, l'ARS notifiera au candidat retenu l'arrêté d'autorisation conjoint -ARS / CTM. L'établissement sollicitera la visite de conformité sur site afin de vérifier la concordance du projet avec l'organisation mise en place et les dispositions du cahier des charges.

Les échelles de mesure des troubles du comportement (MMSE, NPI-ES), renseignées par les équipes soignantes en lien avec le médecin coordonnateur, viendront en appui du dossier administratif de candidature et seront à la disposition du médecin de l'ARS lors des visites de contrôle.

4 Suivi et évaluation

Le gestionnaire tiendra informé annuellement l'ARS de la mise en œuvre du PASA par le biais du rapport d'activité de l'EHPAD.